

Congrès AFSP 2009

Session thématique 8

Aux marges des mouvements sociaux : les arts de la résistance

Cédric Moreau de Bellaing
Chercheur associé ISP-CNRS
cdebellaing@free.fr

Casse, politique et représentation dans la France contemporaine

L'objet de cet article est d'explorer les pratiques de dépréciation de biens dans les mouvements de protestation collective. Pour ce faire, il compare les pratiques de deux groupes distincts régulièrement visés par la dénomination de « casseurs » : les anarchistes et autonomes d'une part, les jeunes issus des quartiers populaires d'autre part. Nous proposons, à travers une étude concrète des actes de casse par l'intermédiaire d'entretiens et d'observations de terrain, de saisir les logiques de cette étrange association. Cet article souhaite ainsi comprendre en quoi la catégorie de casseurs, les pratiques qu'elle recouvre et le rapport à la représentation politique des groupes qui sont l'objet de cette dénomination sont liés. En effet, les anarchistes comme les jeunes issus des quartiers populaires sont dans un rapport d'extériorité à la représentation politique, que celle-ci soit voulue – les anarchistes revendiquent à la fois politiquement et philosophiquement une hostilité au principe de la représentation – ou subie – dans le cas des jeunes issus des quartiers populaires. A partir d'une analyse de manifestations ayant donné lieu à des violences contre des biens d'une part et des émeutes de 2005 d'autre part, on montrera que les dissimilarités entre les formes de dépréciations commises par ces deux groupes font écho aux différences qui caractérisent leur rapport à la représentation. L'article fera alors émerger le fait que si chez les anarchistes, la casse témoigne d'une volonté politique inscrite dans une tradition refusant le principe de représentation, elle donne à voir chez les émeutiers de 2005 une double dépossession, celle du choix de leurs représentants, mais aussi celle de leur capacité à élaborer eux-mêmes le diagnostic de leur non-représentation.

Lever les ambiguïtés du terme « casseur »

« Les casseurs décrédibilisent le mouvement » ; « les actes de casse ont été commis par des individus totalement extérieurs à la manifestation » ; « la police a dû recourir aux gaz lacrymogènes pour évacuer la place occupée par des casseurs ». Ces assertions, toutes tirées de reportages télévisés ou d'articles traitant du mouvement anti-Contrat Première Embauche (CPE) de mars-avril 2006, sont désormais les leitmotsivs de la description des manifestations se terminant par des heurts. Catégorie normative tout autant que descriptive, la notion de « casseurs » a pour vertu principale, pour ceux qui l'emploient, de qualifier et, dans le même mouvement, de disqualifier des comportements ayant pour caractéristiques de se dérouler à l'occasion de démonstrations de rue et de s'inscrire dans une économie de la violence physique. Peu importe, pour qu'elle fonctionne, que les pratiques qu'elle cherche à décrire et à dénoncer soient spontanées ou organisées car l'essentiel tient en l'assignation d'une identité homogène qui parvient à distinguer les « bons » des « mauvais » manifestants. Cependant, cette assignation d'identité, parfois reprise à leur compte par ceux qu'elle vise¹, fait aussi l'objet de vives critiques. Des militants et des sociologues n'ont de cesse de la déconstruire en assurant que le terme de casseurs provoque une double

¹ Pour quelques exemples, cf. Serge Roure, *Apologie du casseur*, Paris, Michalon, 2006 ; Alèssi Dell'Umbria, *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005*, Paris, L'Echappée, 2006.

réduction. D'une part il élude l'hétérogénéité des acteurs qui sont brassés et mélangés dans cette catégorie sans grande cohérence. D'autre part, il fonctionne comme un instrument de stigmatisation faisant des comportements qu'il saisit des expressions de douleur sociale, des débordements psychologiques, des actes délinquants ou de simples mises en scène médiatiques. Ces réductions camouflent alors les formes politiques ou pré-politiques qui se dessinent pourtant derrière ces actes de violence. En somme, la catégorie de casseurs aurait pour fonction première de dépolitiser les comportements qu'elle décrit.

Nous ne procéderons pas ici à une sociogenèse de la catégorie de casseurs dont il est possible de faire remonter l'histoire à la révolte luddite² et qui réclamerait un travail spécifique³. Il faut néanmoins rappeler que le terme a connu son heure de gloire après mai 68 notamment lors de l'adoption, le 8 juin 1970, de la loi n° 70-480 « fondant à réprimer certaines nouvelles formes de délinquance », loi qui ne tarde pas à passer à la postérité sous l'appellation de « loi anti-casseur ». Outre le renforcement des contraintes d'organisation des manifestations, elle prévoit deux points fondamentaux modifiant le régime de liberté des démonstrations de rue jusqu'alors en vigueur⁴. Elle institue, en premier lieu, une responsabilité pénale collective dans la mesure où toute personne participant à une manifestation déclarée illégale ou dégénérant en affrontement avec les forces de l'ordre peut désormais être poursuivie, quand bien même elle n'aurait pas directement contribué aux affrontements. Elle durcit, en second lieu la responsabilité civile des manifestations en donnant un corps juridique au fameux slogan « Les casseurs doivent être les payeurs ».

Les commentateurs de la loi s'accordent pour dire que son abrogation, par la loi n° 81-1134 du 23 décembre 1981 tient à trois points. En premier lieu, ses promoteurs ont eux-mêmes reconnu sa faible capacité à réduire le nombre d'affrontements en marge des manifestations. Ensuite, la large extension de l'application du principe de responsabilité pénale collective s'est rapidement trouvée en contradiction avec un certain nombre de principes fondateurs du droit français et son caractère dérogatoire au droit commun a été souligné à plusieurs reprises. Enfin, la teneur liberticide de la loi s'est révélée patente, en permettant de poursuivre des organisateurs de manifestations de masse dès lors qu'une minorité issue de la manifestation décide d'affronter la police. La loi « anti-casseur » a donc fait l'objet de maintes critiques et controverses portant à la fois sur son inefficacité concrète, sa contradiction avec les notions principales du droit français et ses dimensions liberticides. Le principe d'indifférenciation entre casseurs et manifestants que son texte induisait afin d'alourdir les formes répressives n'a convaincu ni les juristes, ni les militants, ni même, finalement, ses auteurs. La distinction entre « bons » et « mauvais » manifestants est en effet récurrente dans la gestion et le traitement des manifestations⁵. Ce clivage ancien a récemment été actualisé à l'occasion des mobilisations altermondialistes, des manifestations contre le CPE ou des dernières manifestations dites « anti-Sarkozy ». Les black blocs⁶, les jeunes issus des quartiers populaires, les autonomes ont été respectivement pointés du doigt lors de ces mobilisations comme autant d'individus qualifiables et qualifiés de « casseurs » car ils n'ont pas hésité, à l'occasion de ces mobilisations protestataires, à recourir à la violence, que ce soit contre des biens matériels ou à l'encontre des forces de

² Kirkpatrick Sale, *La révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*, Paris, L'Echappée, 2006.

³ On trouvera quelques éléments dans Gwénola Ricordeau, « Pourquoi cassent-ils ? Présentation des discours et des motivations des casseurs », *Déviance et Société*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 165-183.

⁴ Hubert Hubrecht, « Le droit français de la manifestation » in Pierre Favre, *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p. 191.

⁵ Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 311 et suiv. Sur la question de la différenciation des manifestants, cf. Christophe Gaubert, « Badauds, manifestants, casseurs. Formes de sociabilité, ethos de virilité et usages de manifestations », *Sociétés contemporaines*, n° 15, 1995, p. 103-118.

⁶ Les *black blocs* désignent autant une technique manifestante que des groupes aux contours parfois flous. Apparus à l'occasion des mouvements de défense des squats face aux incursions policières dans les années 1970-1980, les black blocs se sont multipliés autour de la cause antifasciste radicale, puis, plus récemment en marge des mouvances anticapitalistes. Schématiquement, les black blocs sont des regroupements affinitaires, d'inspiration anarchiste ou communiste, qui prônent une action directe de rue incluant de manière explicite dans leur répertoire d'action la violence contre certains biens et certaines personnes (policiers, militants d'extrême-droite). L'adoption régulière d'une tenue noire et le port d'une cagoule, ou de tout autre vêtement permettant la dissimulation du visage, expliquent l'origine du terme « black bloc ». Voir Francis Dupui-Déri, « Black Blocs : bas les masques », *Mouvements*, n°25, janvier-février 2003, p. 74-80 ; « Penser l'action directe des black blocs », *Politix*, n° 68, vol. 17, 2004, p. 79-110 ; *Black Blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 2005.

police, s'inscrivant ainsi dans le sillage des militants que la loi anti-casseur visait. Ces violences ont fait l'objet de condamnations globales, y compris au sein d'un certain nombre de mouvements protestataires, l'exemple paroxystique étant les propos tenus par Susan George, membre d'Attac à l'encontre des black blocs lors du contre-sommet du G8 à Gênes en juillet 2001⁷.

Le terme de casseur a connu une éclipse avec la mort en 1981 de la loi du 8 juin 1970, abrogée par la gauche arrivée au pouvoir, mais il est réapparu une dizaine d'années plus tard, pour désigner les auteurs du pillage du magasin C&A dans le quartier de Montparnasse à Paris le 12 novembre 1990 lors de manifestations lycéennes, puis, le soir même, les manifestants qui ont affronté les forces de l'ordre sur le pont de l'Alma. Une part du personnel politique, l'institution policière et certains média ont ainsi eu largement recours à cette catégorie de casseurs pour pointer les éléments qui ont eu recours à la violence autour du cortège manifestant. A cette occasion, l'emploi de cette notion a fondu dans un même ensemble aux contours flous des lycéens majoritairement issus des quartiers populaires à l'œuvre dans les saccages de l'après-midi d'une part et des membres de groupuscules antifascistes radicaux et autonomes d'autre part. Outre leur utilisation commune de la violence, ce sont les inquiétudes des Renseignements Généraux et d'une partie de la presse d'une alliance entre jeunes émeutiers issus des quartiers défavorisés et militants anarchistes⁸ qui a facilité cet amalgame⁹.

Cette catégorie désigne donc habituellement deux types de population : les anarchistes et autonomes d'une part, les jeunes décrits comme étant issus des quartiers populaires d'autre part¹⁰. Cette confusion, largement publicisée à l'occasion des manifestations lycéennes de 1990, s'est encore vérifiée près de vingt ans après, au cours d'une enquête dont sont ici restitués les résultats. Cette recherche repose à la fois sur des entretiens menés avec des responsables policiers d'une part et avec des personnes ayant recours à la casse d'autre part, ainsi que sur plusieurs dizaines d'heures d'observations effectuées à l'occasion de formes de protestation collective au cours desquelles se sont donnés à voir des recours à la « casse »¹¹. Les policiers rencontrés en entretien à la Direction de l'Ordre Public et de la Circulation (DOPC) et aux Renseignements Généraux de la Préfecture de Police (RGPP) ont ainsi tous évoqué, pour parler des casseurs, les jeunes issus des quartiers populaires et « l'extrême gauche à potentialité violente » ou encore les « anarcho-autonomes »¹².

Si l'opération policière d'assimilation de ces individus d'horizons différents s'explique aisément par d'évidentes perceptions liées à l'ordre public, il n'est en réalité pas inutile de s'interroger sur les éléments qui, au-delà de l'inquiétude policière, permettent de faire tenir l'unicité de cette catégorie. Si cette dénomination ne tenait en effet qu'à la destruction de biens à l'occasion de moments de protestation collective, elle devrait alors aussi être employée à l'occasion des manifestations violentes de pompiers, de viticulteurs ou encore de certaines catégories d'ouvriers, comme le cas exemplaire de Continental¹³. Ce n'est pourtant que très rarement le cas, le qualificatif de casseur étant réservé à des groupes sociaux spécifiques. Il faut se demander ce qu'ont en commun ces deux « groupes » constitués comme susceptibles de composer les rangs des « casseurs ». En premier lieu, de manière presque phénoménologique, le dénominateur commun des « casseurs » est effectivement le recours à la

⁷ Sur les journées de Gênes, voir Samizdat.net, *Gênes, 19-20-21 juillet 2001. Multitudes en marche contre l'Empire*, Paris, Editions Réflex, 2002.

⁸ Anarchistes qui, à l'époque, appelaient de leurs vœux cette convergence et qui, une génération plus tard, continuent à le faire aujourd'hui comme nous avons pu l'entendre à plusieurs reprises en entretien.

⁹ A ce sujet, voir Laurent Bonelli, « Renseignements Généraux et violences urbaines », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 136-137, 2001, p. 98 et suiv.

¹⁰ La formule étant récurrente chez la plupart des acteurs en jeu dans cette recherche, nous la conserverons ici à des fins de facilité d'écriture.

¹¹ Les situations observées comprennent les manifestations anti-CPE du printemps 2006, les mobilisations de rue provoquées par la victoire de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République Française en mai 2007, les manifestations anti-loi relative aux libertés et responsabilités des universités de l'automne 2007 et les défilés de lycéens du printemps 2008.

¹² Entretiens avec Jean-François Desmarais, adjoint du directeur de la DOPC, 22 janvier 2008 ; avec Bruno Laffargue, directeur des RGPP, 12 février 2008 ; avec Olivier Paquette, responsable du maintien de l'ordre du 3^e district de Paris à la DOPC, 04 mars 2008.

¹³ Très récemment, les ouvriers de Continental, protestant contre la fermeture de leur site, ont ainsi dégradé une partie de leur entreprise ainsi que la sous-préfecture de Compiègne.

dépréciation de biens publics ou privés à l'occasion de moments de protestation collective et le fait que cette violence peut être constituée en problème public. Mais ils présentent une autre similitude : les anarchistes comme les jeunes issus des quartiers populaires entretiennent un rapport malaisé avec la représentation politique.

Les émeutes d'octobre-novembre 2005¹⁴ ont été l'occasion d'exemplifier cette exclusion de la sphère représentative dans le cas des jeunes issus des quartiers populaires. Dans la liste des causes expliquant l'explosion de ces trois semaines d'émeutes, l'absence de représentation politique de ces jeunes est pointée à plusieurs reprises, sans pour autant qu'elle soit exclusive d'autres facteurs explicatifs. Plusieurs sociologues montrent par ailleurs que les émeutiers¹⁵ se sont trouvés politiquement bien isolés, ne rencontrant quasiment aucun relais, si ce n'est dénonciatoire, dans le champ politique traditionnel. L'absence de représentation est aussi l'un des aspects sur lesquels les associations locales veulent agir, comme en témoignent les « cahiers de doléances des quartiers » rédigés par les membres d'AClefeu¹⁶ à partir de rencontres avec plus de 13000 personnes en France. De ces discussions, se dégage notamment l'idée selon laquelle « [I]oin de se désintéresser de la politique, nombre de ces personnes parmi lesquelles, une majorité âgée de 18 à 25 ans, ont exprimé l'exigence de voir les partis et leurs élus être plus proches des habitants et des réalités. Depuis plusieurs années, tous les partis multiplient les forums, états généraux etc. ... Mais toute cette bonne volonté ne semble pas avoir convaincu les classes populaires [...] Le sentiment que la “classe politique” est une caste privilégiée (économiquement et au plan judiciaire) revient régulièrement. Une large part des classes populaires ne se sent pas représentée »¹⁷.

Les anarchistes se caractérisent aussi par un maintien à l'écart de la représentation politique. Il s'agit même de l'un des principes fondamentaux de l'anarchisme : refuser la délégation représentative en ce qu'elle contient systématiquement en germe le risque d'une trahison. Elle est si constitutive de l'identité libertaire que certains n'hésitent pas à en faire l'élément permettant de distinguer fondamentalement l'anarchisme des autres théories révolutionnaires et d'unifier sous un même vocable la grande pluralité des pratiques désignées comme étant anarchistes¹⁸. A ce titre, le rapport exclusif à la représentation des jeunes des quartiers populaires n'est pas le même que celui des anarchistes. Dans le cas des premiers, il s'agit d'une exclusion décrite comme vécue et involontaire, qui appelle une *amélioration* du système politique ; dans le second, c'est une position politiquement constituée et affirmée qui scelle une *hostilité* définitive à la démocratie représentative¹⁹.

Pour explorer les formes de casse provoquées par les mouvements autonomes et anarchistes, les récentes manifestations anti-Sarkozy de 2007 serviront de terrain empirique principal. Pour traiter celles attribuées aux jeunes issus des quartiers défavorisés, nous nous appuierons sur le cas des émeutes de novembre 2005.

¹⁴ Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur le détail de leur déroulement dans le corps de l'article.

¹⁵ Tout au long de cet article, nous emploierons le terme d'émeutiers pour parler des jeunes qui ont participé aux affrontements de 2005. Nous ne sommes pourtant pas ignorant des enjeux et des rapports de force qui sous-tendent l'utilisation du terme d'émeutier plutôt que celui de révolté, le premier mettant davantage l'accent sur le trouble à l'ordre public, le second affirmant avec force l'inscription des événements de 2005 dans une longue histoire des luttes sociales et politiques françaises. Il ne s'agit en aucun cas ici de prendre parti pour l'un ou pour l'autre, simplement, une rapide recension sémantique montre que le terme d'émeutier est massivement employé par tout type d'acteurs pour caractériser cette situation.

¹⁶ AClefeu est une association créée au lendemain des émeutes de 2005 dont l'acronyme signifie « Association Collectif Liberté, Égalité, Fraternité, Ensemble, Unis ». Elle s'est donnée pour tâche de « faire remonter l'expression populaire auprès des édiles de la nation » et de fournir une tribune pour les jeunes issus des quartiers populaires alternative à la violence. <http://aclefeu.blogspot.com/> Page consultée le 01.07.2008.

¹⁷ AClefeu, *Cahier de doléances*, téléchargeable sur le site <http://aclefeu.blogspot.com/>.

¹⁸ Uri Eisenzweig, *Fictions de l'anarchisme*, Paris, Christian Bourgois, 2001, p. 88 et suiv.

¹⁹ Les références à ce sujet sont légion. On se contentera de renvoyer le lecteur vers les classiques qui abordent la question : Pierre Kropotkine, *Paroles d'un révolté*, Paris, Champs Flammarion, 1978, notamment p. 135 et suiv. ; Errico Malatesta, *Articles politiques*, Paris, 10/18, 1979, p. 225 et suiv. Pour une approche synthétique de la question, voir Maurice Fayolle, « Du principe d'autorité et de... délégation », in Fédération Anarchiste, *Agir au lieu d'écrire*, Paris, Editions du Monde Libertaire, 2001.

Le refus de la représentation en actes. Les manifestations anti-Sarkozy

Nous allons en premier lieu retracer le déroulement factuel des manifestations « anti-Sarkozy » avant d'esquisser quelques conclusions à propos des formes de rapports à la représentation qui se sont manifestées à travers la casse qui a émaillé ces rassemblements protestataires. Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy a été élu Président de la République Française avec 53,06 % des voix et une participation électorale s'élevant à 83,97 % des inscrits. La victoire du candidat conservateur a profondément affecté de nombreux militants de gauche qui, après avoir combattu son action en tant que ministre de l'Intérieur, s'inquiètent désormais de l'application des propositions que le candidat de l'UMP a brandi au cours de sa campagne. Leurs craintes portent tout autant sur les orientations politiques mises en avant par Sarkozy pendant la bataille électorale que sur les actions qu'il a entreprises alors qu'il était ministre et, notamment, sa stratégie de récupération des voix de l'extrême-droite en n'hésitant pas à aller concurrencer le Front National sur ses thèmes de prédilection²⁰.

L'opposition au président nouvellement élu est dès lors particulièrement intense, notamment dans le milieu des gauches radicales, dont des partisans descendant, le soir même de l'élection, dans la rue pour marquer leur mécontentement. Ces comportements rejouent, d'une certaine manière, la mobilisation spontanée qui avait jeté dans les rues des milliers de Français le soir du 21 avril 2002 alors que Jean-Marie Le Pen avait atteint le deuxième tour de l'élection présidentielle. Le 6 mai 2007 au soir, de nombreux rassemblements éclosent place de la Bastille à Paris, place du Capitole à Toulouse, place Bellecour à Lyon, etc. Nantes, Rennes, Caen, Tours, Angers, Le Mans, Brest, Bordeaux, Marseille, Lille sont aussi le théâtre de mobilisations de tailles diverses. Une part non négligeable de ces rassemblements est l'occasion de heurts avec les forces de l'ordre dépêchées sur place préventivement (comme à Paris) ou envoyées en urgence dès les premiers signes de rassemblements perçus par les pouvoirs publics.

A Paris, le regroupement est relativement hétéroclite : des militants du Mouvement des Jeunesses Socialistes côtoient des membres de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de Lutte Ouvrière ou des Jeunesses Communistes. Des drapeaux de couleur rouge et noire flottent aussi sur la place, témoignant de la présence des organisations libertaires. Mais la foule est aussi largement composée de personnes n'affichant pas explicitement d'appartenance militante, qui se sont rendues à Bastille par ouï-dire ou par l'intermédiaire d'annonces radiophoniques pour protester contre la victoire de Nicolas Sarkozy. Un nombre important de lycéens grossit les rangs de la cohorte protestataire. La présence policière est massive et des barrages se trouvent sur l'ensemble des axes qui débouchent sur la Bastille. Ils laissent individuellement passer les manifestants qui quittent les lieux mais empêchent tout mouvement collectif. Les premiers signes vifs de tension sont perceptibles vers 22h, quand des manifestants secouent des grilles métalliques et tapent dessus en rythme. Le geste est relativement anodin mais le son du métal entrechoqué face aux barrages policiers appuyés de canons à eau électrise la situation qui menace de dégénérer.

Peu de temps après, les premiers gaz lacrymogènes utilisés en grande quantité par les escadrons de gendarmes mobiles stationnés boulevard Richard Lenoir répondent aux premiers projectiles – bouteilles, canettes puis pavés. Les grenades lancées explosent en plusieurs capsules inondant littéralement la place, bien au-delà des quelques protestataires qui affrontent les forces de l'ordre. Une partition commence alors à s'opérer sur la place. D'une part, les manifestants moins habitués aux moments de tension, ainsi que les militants refusant le recours à la violence, commencent à se regrouper vers l'Opéra Bastille. Une partie d'entre eux s'engage lentement rue de Lyon, où se trouvent aussi des policiers mais dont les consignes sont d'aménager une issue, en conformité avec les usages républicains classiques du maintien de l'ordre. Une autre issue est offerte à l'opposé de la place, par le boulevard Henri IV. A l'inverse, certains manifestants ulcérés par le résultat des élections ainsi que les militants radicaux restent sur place, dont des anarchistes et autonomes ainsi que quelques redskins (des skinheads d'extrême-gauche). Des pavés de la

²⁰ Sur ces questions, voir Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n° 3-4, 2007, p. 429-445 ; Jérôme Fourquet, « L'érosion électorale du lépénisme », in Pascal Perrineau (dir.), *Le vote de rupture. Les élections présidentielles et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 213-234.

place sont descellés, des abribus sont brisés, quelques panneaux publicitaires saccagés. La FNAC qui fait l'angle avec la rue de Charenton est prise pour cible mais, outre la solidité des vitres, elle est rapidement protégée par la progression policière le long de la rue du Faubourg Saint-Antoine. Pendant près d'une heure, une poignée de protestataires renvoie du pied et de la main les capsules de gaz lacrymogènes projetées par les forces de l'ordre et lance quelques pavés. Un scooter est incendié sur la place malgré les protestations de certains manifestants. Les vitres de l'Opéra font aussi l'objet de quelques coups mais résistent bien aux assauts. De l'autre côté de la place, vers le boulevard Beaumarchais et la rue de Rivoli, les canons à eau entrent en action pour déloger des manifestants assis et pacifiques, les plus radicaux se concentrant davantage dans les directions du Boulevard Richard Lenoir, de la rue de la Roquette et du Faubourg Saint-Antoine. *In fine*, les lacrymogènes redoublent et les manifestants sont tous refoulés rue de Lyon et boulevard Henri IV. Sur le trajet allant vers la gare de Lyon et dans les rues alentours, des barricades de fortune sont dressées. Quelques voitures sont retournées et des vitres de magasins sont prises pour cibles. Ce sont, pour la plupart, des banques, des agences de change, des compagnies d'assurance ou des magasins de luxe. La mobilisation se termine tard dans la nuit par une manifestation sauvage vers 3h30 du matin.

Le lendemain soir, des scènes analogues se reproduisent, notamment rue de la Roquette. Si de petits magasins sont ponctuellement attaqués, ce sont avant tout des enseignes de banques ou d'assurances qui sont prises pour cibles. Le surlendemain est aussi l'occasion de quelques cas épars de casse, mais d'une intensité moindre. Ces pratiques reprennent le 16 mai – jour de la passation de pouvoirs – quand une manifestation organisée par des autonomes s'en prend consciencieusement à toutes les agences de banque ou représentant des métiers d'argent sur son trajet. Alors qu'un rendez-vous avait été donné place de la Bastille, un groupe d'autonomes sur place a en effet diffusé discrètement un tract appelant à un départ en manifestation sauvage pour le soir même, partant de la station de métro Barbès-Rochechouart. Non déclarée, la manifestation sauvage s'est voulu particulièrement mobile, changeant de direction au gré des opportunités présentées. En descendant la rue des Martyrs, de nombreuses devantures de banque et d'assurances ont alors fait l'objet de dégradations.

Il serait bien évidemment excessif, pour ne pas dire erroné, de considérer que l'ensemble des actes de casse à l'occasion de ces manifestations est uniquement le fait des anarchistes et des autonomes. Mais les observations empiriques tendent à assurer que ceux-ci ont joué un rôle non négligeable dans les affrontements avec les policiers ainsi que dans le bris des vitres de banques. C'est un constat que la force publique a du reste fait, puisque, quelques jours après ces événements, plusieurs journaux affirmaient que l'institution policière surveillait les anarchistes en général et la Confédération Nationale du Travail²¹ en particulier et attribuait la plupart des actes de casse à la mouvance de l'extrême-gauche radicale.

Qu'est-ce qui permet aux forces de police d'attribuer avec une telle certitude, ces actes de casse à ces groupes anarchistes et autonomes ? Le fait que ces violences se déroulent à l'occasion de mobilisations anti-Sarkozy permet déjà de donner quelques éléments de repérage contextuel. Les policiers opèrent une connexion intuitive entre une pratique et une situation, renforcée, très certainement par un travail d'enquête et d'identification des Renseignements Généraux. Mais l'attribution de responsabilité s'effectue surtout par l'intermédiaire de l'analyse du type de cible choisie par les « casseurs ». En effet, une cohérence assez forte entre les biens visés est rapidement décelable : il s'agit d'endroits symboliquement attachés au monde économique et au capitalisme. A l'occasion de ces actes de casse, ce sont avant tout des banques, des compagnies d'assurance, des agences d'intérim qui font l'objet de déprédatations. Comme le remarque Bruno Laffargue, directeur des renseignements généraux de la préfecture de police, « l'extrême-gauche, si vous voulez, ils vont essayer de s'en prendre, quand même, à ce qui peut représenter un symbole, hein, c'est-à-dire que, moi, je vois, les manifestations qu'on a eu en marge du CPE, on a eu des manifestations un peu bizarres, c'est ce qu'ils appelaient des manifestations balades, où ils partaient, ils étaient partis de la Bastille, je me souviens, et ils nous avaient traînés, il avaient trainé dans les rues jusqu'à 3h-4h du matin et là, on voyait bien que, ils s'en prenaient, par

²¹ Syndicat regroupant des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes mais aussi une partie des redskins parisiens longtemps fédérée autour du service d'ordre de la CNT.

exemple, à des agences bancaires. Donc il y avait quand même le besoin disons, de s'en prendre à un lieu symbolique. Alors le symbole, ça peut être très large aussi hein, parce qu'on peut s'en prendre à un magasin de vêtements parce qu'il représente le capitalisme »²². On le voit, les actes de casse ne sont pas immédiatement réductibles à un déchaînement gratuit de violence : très rapidement, une signification est perceptible.

Cette volonté de ne pas frapper n'importe quelle cible est une constante de la violence autonome de rue. Depuis longtemps, les collectifs anarchistes ou autonomes opèrent une discrimination entre bonnes et mauvaises cibles. Ainsi, les black blocs allemands diffusent des vidéos dans lesquelles on apprend à faire cette différence : lorsqu'une voiture doit être retournée et brûlée à des fins de combat urbain, il sera recommandé de s'en prendre aux véhicules de marque luxueuse, aux berlines ou à des 4x4 plutôt qu'aux petites voitures familiales ou populaires. A l'occasion des manifestations anti-G8 de Gênes en juillet 2001, de vifs débats ont secoué le monde autonome pour savoir si les petites épiceries étaient susceptibles de faire de bonnes cibles (ravitaillement, prise au tas) ou si, à l'inverse, s'attaquer à ces petites échoppes ne relevait pas du pur vandalisme²³. A l'occasion de la manifestation sauvage du 16 mai 2007, « au début de la manif », donc, encore du côté de Barbès, ça a commencé à fracasser des scooters, une Twingo et puis on a gueulé, non, pas les voitures des prolos et les gars sont remontés, quoi. Voilà, t'as eu un scooter renversé, un rétroviseur tordu, voilà. [...] c'est sûr qu'il y a une éthique à respecter »²⁴. En somme, l'attaque de lieux n'est ni aléatoire, ni circonstancielle, elle répond à un objectif précis qui est de « faire émerger le matériel au milieu du symbolique qu'est la manifestation »²⁵. Lors des récentes mobilisations anti-OTAN à Strasbourg, les cibles principales des dégradations ont été un poste-frontière, un hôtel Ibis²⁶ et quelques agences bancaires²⁷. Dès lors, la pratique de la casse est indexable à des intentions, ce qui permet aux commentateurs des événements de pouvoir référer une pratique à des actes volontaires.

Après ces quelques manifestations, les policiers disent alors faire peser une vigilance accrue sur les milieux autonomes, les médias se font l'écho de l'activité des anarchistes et procèdent à des interviews (notamment avec un responsable de la CNT), des militants discutent de l'opportunité d'inviter l'anticapitalisme dans une manifestation anti-Sarkozy, etc. Cela ne signifie pas pour autant que cette casse dispose d'une légitimité reconnue : elle est toujours tout autant condamnée par la plupart des acteurs qui en discutent²⁸ ; mais sa portée n'est pas la même, elle devient proprement politique, elle est un « mode d'interpellation »²⁹. Elle engendre d'autres débats sur l'intérêt de la politique symbolique, l'utilisation de la violence anticapitaliste dans des mobilisations connexes, etc. On s'aperçoit alors rapidement qu'à ces pratiques sont attachés des textes de légitimation de la violence, produits par les casseurs eux-mêmes qui permettent de donner de la cohérence à ces pratiques.

En effet, si le choix des cibles est tributaire de l'existence d'intentions de la part des individus qui recourent à la casse, ceux-ci n'hésitent pas à se référer à des modes de formalisation idéologique et politique de ces pratiques. Lorsqu'un anarchiste casse, son geste peut très aisément être rapproché d'un large répertoire historique et politique de justification. De ce point de vue, la casse est immédiatement prise en charge par des formes classiquement reconnues comme politiques. L'imaginaire anarchiste

²² Entretien avec Bruno Laffargue, 12 février 2008.

²³ Le débat s'est ensuite poursuivi sur la possibilité de considérer le vandalisme comme un acte politique en soi.

²⁴ Entretien avec O., 5 février 2008.

²⁵ Entretien avec O., 5 février 2008.

²⁶ Il est notamment reproché au groupe propriétaire de la chaîne Ibis d'avoir, à l'occasion, prêter des locaux aux services de police pour loger des étrangers en attente d'expulsion autour des aéroports de Paris.

²⁷ Les affrontements de Strasbourg ont été l'occasion de voir comment les techniques policières de contention du désordre sont évolutives et cherchent à s'adapter aux morphologies des manifestations, ce qui peut conduire à de curieuses situations comme ce long moment où, contrairement à la doctrine républicaine du maintien de l'ordre, des manifestants ont été retenus dans une zone complètement verrouillée par les forces de police, largement saturée de gaz lacrymogène, et sans qu'il leur soit donnée la possibilité de s'en extraire

²⁸ Un exemple parlant est donné par une vidéo tournée le soir du 6 mai 2007 où l'on voit un manifestant encagoulé s'en prendre à une enseigne publicitaire avec un pied de biche et se faire immédiatement réprimander par d'autres manifestants qui refusent la casse. <http://www.rue89.com/2007/05/07/violences-avec-la-police-dans-le-st-de-paris>. Page consultée le 26 juin 2008.

²⁹ Entretien avec A., 26 février 2008.

accorde ainsi une importance décisive à la propagande par le fait, ce qu'Uri Eisenwzeig nomme intelligemment la logique du « quand faire, c'est dire »³⁰, en inversant le fameux slogan austiniens de la performativité³¹. Méfiant à l'endroit de la propagande des idées, la tradition libertaire mise ainsi sur la *performance* directe de l'action politique, permettant de se débarrasser de toute médiation inutile ou surnuméraire, source même de l'aliénation de l'identité individuelle sacrifiée par les anarchistes. La valorisation de l'action directe, l'attention accordée par les anarchistes aux attentats et, dans ce but, aux progrès de la chimie sont autant de jalons de l'histoire libertaire qui permettent la mise en politique de la pratique de casse des anarchistes contemporains. Or cette mise en politique n'est pas sans effet sur la notion de représentation. La propagande par le fait, « l'irruption du matériel dans l'ordre du symbolique » sont autant de mécanismes pensés à l'encontre de la représentation, afin que l'action politique se fasse sans médiation représentative. Si l'on peut considérer la représentation comme une dialectique entre une fonction qui suppose d'être à la place de et de parler pour³², on voit bien que la casse anarchiste, thématisée comme telle, est une volonté pratique de rester soi-même à sa place et de ne laisser personne parler pour. C'est pourquoi la casse anarchiste, si elle est régulièrement critiquée, ne soulève que très marginalement des interrogations sur la crise de la représentation. Cela est bien évidemment lié au fait que le rapport de forces politiques est de nos jours parfaitement défavorable aux libertaires, étant donné leur nombre. Mais cela tient aussi au fait que ces derniers, en se tenant radicalement à l'extérieur de la représentation politique (même si certains anarchistes entretiennent un rapport ambigu avec le vote³³), ne conçoivent pas leurs pratiques comme une demande d'intégration à la sphère représentative ; elles en sont un refus matériel et explicite. Les anarchistes n'acceptent que les médiations qu'ils maîtrisent : leurs propres textes, leurs actions directes ; démarche en contradiction totale avec les théories de la démocratie représentative³⁴.

Lorsque l'incertitude se politise : le cas des émeutes de 2005

La situation est relativement différente dans le cas des émeutes de 2005. Le 27 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, trois adolescents rentrent d'un match de football. Voyant un équipage de la brigade anti-criminalité arriver (appelé pour une suspicion de tentative de cambriolage) et ne disposant pas de documents d'identité sur eux, ils fuient, sont poursuivis et pénètrent dans un local EDF hautement dangereux. Deux d'entre eux périssent électrocutés, le troisième survit mais est gravement brûlé. Les autorités ministérielles dédouanent rapidement les forces de police intervenantes de toute responsabilité, et ce avant tout résultat d'enquête officielle. Ce drame intervient, par ailleurs, alors que la tension entre certains jeunes issus des quartiers défavorisés et le ministère de l'Intérieur s'est fortement intensifiée à la suite des déclarations de Nicolas Sarkozy de juin et d'octobre 2005 sur les « cités » à nettoyer au « kärcher » et sur les « bandes de racailles ». Ces morts suscitent des affrontements le soir même entre jeunes du quartier et policiers à Clichy-sous-Bois, puis les jours suivants toujours à Clichy et dans quelques villes limitrophes. Mais alors que la situation semblait se calmer, une grenade lacrymogène touche une mosquée un soir de prière lors d'une opération de maintien de l'ordre à Clichy. Les affrontements reprennent alors de plus belle, sans doute renforcés par le fait qu'aucune excuse n'a été prononcée par la force publique ou le gouvernement (seul Claude Dilain, le maire de Clichy-sous-Bois a présenté ses excuses)³⁵ et s'étendent à plus grande échelle dans le département de Seine-Saint-Denis. Puis, un troisième temps des émeutes débute les 4-5 novembre avec une extension nationale du

³⁰ Uri Eisenzweig, *op. cit.*, p. 69-120.

³¹ John Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 [1962].

³² Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable : histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 2002.

³³ Simon Luck, « Entre contestation et participation. L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire », *Revue française de science politique*, col. 58, n° 2, avril 2008, p. 231-256.

³⁴ Voir Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Champs Flammarion, 1995.

³⁵ Cet épisode a donné lieu à une passe d'arme à distance entre Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur et Samir Nihi, l'un des animateurs d'AClefeu. Le premier a déclaré à la télévision le 30 octobre 2005 qu'il s'agissait bien « d'une grenade lacrymogène qui était en dotation des compagnies d'intervention » tout en précisant que cela « ne veut pas dire que c'est un tir fait par des policiers ». Face à cette contorsion médiatique, Samir Nihi, invité de l'émission *Mots Croisés* du lendemain, a ironisé en répondant à ses interlocuteurs : « les pierres qui ont été lancées sont bien des dotations des jeunes mais je ne sais pas si ce sont les jeunes qui les ont lancées ».

phénomène. La contagion a même très brièvement touché d'autres pays d'Europe (Belgique, Allemagne, Espagne). Les autorités policières estiment que le retour à la normale survient le 14 novembre après environ trois semaines d'affrontements³⁶. Au total, 3101 personnes ont été mises en garde à vue, dont 562 majeurs qui ont été incarcérés, plus de 9000 véhicules ont été incendiés et 217 policiers ont été blessés (quel que soit le degré de gravité de la blessure)³⁷. De nombreux bâtiments ont été touchés, des maternelles et des écoles, quelques entrepôts et entreprises, ainsi que du mobilier urbain et quelques lieux de culte majoritairement dans les zones urbaines mais aussi dans certaines zones rurales. Si nous présentons ici un bilan global et si l'ensemble de ces événements est passé à la postérité sous le nom globalisant « d'émeutes de 2005 », il ne faut néanmoins pas s'y tromper. Non seulement il y a eu plusieurs temps au cours de cette période de troubles, mais il y a eu selon les lieux, selon les moments, selon les situations, de nombreuses micro-émeutes répondant à des logiques locales trop souvent mises de côté par les analystes. Comprendre les émeutes de 2005, c'est aussi saisir la diversité des logiques qui ont présidé localement à la confection d'un événement national³⁸.

A la différence du cas des manifestations anti-Sarkozy, il y a, dans un premier temps, peu de discussion publique sur le type de cible visée. Cette absence tient largement au fait que l'indétermination de l'identité des casseurs est moindre et qu'il n'est pas nécessaire de chercher des indices pour la déterminer : leur identité est préconstituée par le scénario qui a amené ces émeutes et par l'environnement urbain dans lequel il se déroule. L'enchaînement qui commence par la mort de jeunes du quartier liée d'une manière ou d'une autre à l'institution policière, se poursuit par un rassemblement de jeunes hostiles aux forces de l'ordre venus exprimer leur rage d'avoir perdu un proche, un voisin ou un « frère » et se termine par de violents affrontements est désormais perçu comme un classique de ce que l'on appelle les violences urbaines³⁹. Ainsi, aux yeux des médias, du champ politique et de l'opinion publique, les émeutiers de 2005 sont des jeunes issus des quartiers populaires dont le rapport avec l'institution policière est largement teinté d'hostilité, animosité qui existe de part et d'autre⁴⁰.

Dès lors, les controverses ont porté plus spécifiquement sur les qualités des émeutiers et sur leurs motivations. Il a d'abord été affirmé par les responsables gouvernementaux que les jeunes participant à ces incidents étaient majoritairement des délinquants connus des services de police. Cette affirmation visait ainsi à disqualifier les actes émeutiers en les réduisant à de la délinquance ordinaire, opération qui pose un double problème. D'abord en terme de véracité : des enquêtes menées sur les jeunes ayant comparu devant les tribunaux montrent au contraire qu'il s'agissait majoritairement de jeunes sans aucun passif judiciaire⁴¹. Ensuite parce que cette interprétation suppose une dichotomie entre revendications politiques et pratiques délinquantes qui est pour le moins contestable. Il a ainsi été démontré que des personnes commettant des actes délinquants peuvent aussi les combiner avec des revendications politiques⁴². Il se trouve que les personnes interpellées ne sont effectivement pas connues des services de

³⁶ Il existe pléthore de travaux qui reconstituent la chronologie des faits. Voir notamment Hugues Lagrange, « Autopsie d'une vague d'émeutes », in Hugues Lagrange, Marco Oberti, *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; Michel Kokoreff, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot, 2008, p. 33-98 ; Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2006, p. 21-48 ; David Dufresne, *Maintien de l'ordre. Enquête*, Paris, Hachette, 2007, p. 144-179.

³⁷ Chiffres officiels du Ministère de l'Intérieur, pour une présentation plus détaillée, voir Laurent Mucchielli, Abderrahim Aït-Omar, « Les émeutes de novembre 2005 : les raisons de la colère » in Véronique Le Goaziou, Laurent Mucchielli, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, p.13 et suiv.

³⁸ Marwan Mohammed, « Les voies de la colère : "violences urbaines" ou révolte d'ordre "politique" ? L'exemple des Hautes-Noues à Villiers-sur-Marne », *Socio-Logos*, 2007, n° 2 [En ligne], mis en ligne le : 18 juin 2007. URL : <http://socio-logos.revues.org/document352.html>. Page consultée le 10 juin 2008.

³⁹ Voir le classique Christian Bachmann, Nicole Le Guennec, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, Albin Michel, 1995.

⁴⁰ Voir notamment Fabien Jobard, « Sociologie politique de la racaille » Hugues Lagrange, Marco Oberti (dir.), *op. cit.*, p. 59-80 ; Marwan Mohamed, Laurent Mucchielli, « La police dans les quartiers populaires : un vrai problème ! », *Mouvements*, n° 44, mars-avril 2006, p. 58-66.

⁴¹ Fabien Jobard, « Les émeutes urbaines : anatomie d'une crise », in *Universalia* 2006, p. 189-191 ; Michel Kokoreff, *op. cit.* ; Hugues Lagrange, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *art. cit.*

⁴² Marwan Mohammed, Laurent Mucchielli (dir.), *Les bandes de jeunes. Des "blousons noirs" à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007 ; Marwan Mohammed, « Les voies de la colère... », *op. cit.*

police, mais elles ne sont pas, d'après les rares monographies faites sur la question, complètement étrangères aux mondes pluriels de la délinquance ou, pour le dire autrement, de la « clientèle policière »⁴³.

Une autre interprétation relevant du même registre a été soulevée par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy lorsqu'il a affirmé que ces jeunes étaient manipulés par des organisations islamistes clandestines, puis que les affrontements étaient téléguidés par les réseaux locaux de criminalité organisée. Les Renseignements Généraux, pourtant peu enclins à témoigner en public leur désaccord avec leur ministre de tutelle, ont battu en brèche ces hypothèses⁴⁴. A ce titre, un rapport des Renseignements Généraux, rédigé quelque temps après les émeutes, affirme que « la France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme. Les jeunes étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique [...] ou géographique [...] mais sur leur condition sociale "d'exclus de la société française" »⁴⁵. Si ces débats ont occupé un temps le devant de la scène publique et médiatique, ces amalgames ont rapidement été évacués en raison de la faiblesse flagrante de leur crédibilité. Cela a eu pour corollaire l'abandon de la discussion quant à l'identité des « groupes » qui avaient participé aux émeutes de 2005. Cela n'a en revanche pas signifié la fin de la recherche de sens et de signification dans laquelle se sont lancés les acteurs politiques et médiatiques, tant ils ont été littéralement pris de court par les événements de l'automne⁴⁶. Cela marque en revanche les premières émergences de porte-parole auto-institués cherchant à exprimer eux-mêmes ce que les émeutiers ne disent pas.

Cet apaisement concernant les propriétés biographiques des émeutiers a donc laissé place, dans l'espace public consacré aux émeutes, à un autre type d'interrogation, portant cette fois sur leur degré de politisation. Certains émeutiers – ou leur cercle proche – ont ainsi cherché à fournir des interprétations politiques de leurs actes. Mais force est de constater que la démonstration de la dimension politique des émeutes par les émeutiers eux-mêmes ou leurs sympathisants a peiné à s'affirmer. Plusieurs groupes de rap, vecteurs désormais classiques des revendications des quartiers dont les musiciens sont issus, ont essayé d'attester de la radicalité politique des émeutiers de 2005, qu'il s'agisse de collectifs peu connus ou de groupes à envergure nationale. Plusieurs groupes – parmi les plus politisés comme La Rumeur – ont explicitement consacré des morceaux aux « révoltes de 2005 » qui, pourtant, circulent peu hors des arènes d'initiés⁴⁷. Chacun tente, à sa manière, de relayer et de traduire en discours les actes des émeutiers que ce soit en abordant directement les événements de 2005 ou en insistant sur les conditions socio-économiques et politiques qui leur permettent d'expliquer le mouvement de rébellion. Après les émeutes, certains rappeurs ont participé à des campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales mais ils ont parfois été pris à partie par certains jeunes pour le moins dubitatifs quant à la démarche d'institutionnalisation proposée.

De la même manière, de nombreux blogs ont aussi traité de la question des émeutes. Ces espaces virtuels précaires, montés par des jeunes sympathisants des émeutiers, ont cherché à fournir une autre version des événements d'octobre-novembre 2005, en concurrence avec les médias traditionnels. Ainsi, s'ils ont parfois servi de supports pour appeler à la révolte, ce qui explique leur soumission serrée à un contrôle vigilant de la part des services de renseignements de l'institution policière, ils ont aussi porté un discours de justification des émeutes. La teneur des propos relevait alors avant tout du domaine du démonstratif, du déclaratif ou du laudatif. Mais cela n'a pas empêché la réelle tentative qui les caractérise de chercher à

⁴³ Marwan Mohammed, « Les voies de la colère... », *art. cit.* ; voir aussi, depuis un autre point de vue, Sébastien Roché, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2006.

⁴⁴ Même s'il faut ici tenir compte des répercussions au sein de l'institution policière de l'affrontement politique entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy, chacun ayant au sein de la haute hiérarchie policière des soutiens forts et des inimitiés prononcées.

⁴⁵ *Crise des banlieues : violences urbaines ou insurrection des cités*, rapport des Renseignements Généraux, 23 novembre 2005, cité in David Dufresne, *Maintien de l'ordre... op. cit.*, p. 137.

⁴⁶ Voir à ce sujet les témoignages et les narrations saisissantes rapportés dans le reportage de David Dufresne, *Quand la France s'embrace – enquête sur le maintien de l'ordre*, diffusion le 18 octobre 2007, France 2.

⁴⁷ A ce propos, cf. l'émission de Tracks du 9 mars 2006 consacrée aux émeutes de 2005 et aux rappeurs. Consultable sur la page http://www.dailymotion.com/related/4022948/video/xpowq_emeutes-rap-tracks-arte-090306_news.

nourrir de sens politique les événements de l'automne 2005, en les connectant avec l'état de délabrement des quartiers populaires, la ségrégation sociale qui y règne, le sentiment de post-colonialisme, les problèmes de discrimination ou encore d'urbanisme. Ces arguments, issus du répertoire classique de la critique des phénomènes de relégation, sont cependant restés cantonnés à la sphère des bloggeurs concernés sans parvenir à relayer leurs interprétations politiques dans d'autres arènes de discussion⁴⁸.

Des acteurs locaux effectuant un travail associatif ou de médiation sociale et se trouvant en contact plus ou moins régulier avec les jeunes émeutiers ont eux aussi tenté de traduire politiquement les actes des émeutiers. Marwan Mohammed montre dans sa monographie de Villiers-sur-Marne en quoi une expérience politique de mobilisation antérieure à l'encontre du maire UMP de la ville a pu jouer un rôle dans le calme relatif qu'a connu cette ville pendant l'automne 2005 et comment cette association a pu utiliser sa fonction de modérateur pour faire porter un discours susceptible de relayer le malaise exprimé violemment par les jeunes du quartier⁴⁹. AClefEu a, nous l'avons déjà souligné, joué un rôle de connecteur entre monde politique et jeunes des quartiers populaires en lançant une campagne d'inscription sur les listes électorales autour de figures médiatiques comme Joey Starr, Jamel Debbouze ou Jean-Pierre Bacri. Son porte-parole, Samir Nihî, un éducateur sportif vivant à Clichy-sous-Bois au moment du déclenchement des émeutes, a multiplié, d'une part, les interventions médiatiques afin de véhiculer un discours alternatif à la condamnation unanime et consensuelle des actes de violences et il a, d'autre part, effectué de nombreuses médiations de terrain auprès des jeunes pendant et après les émeutes. L'une des premières tâches entreprises par l'association a alors été de lancer la campagne d'inscription sur les listes électorales déjà évoquée, avec pour constat de fond le fait que les habitants des quartiers populaires, et plus spécifiquement les jeunes y habitant, font face à une absence de représentation politique.

Une multiplicité d'associations a donc tenté de prendre en charge tout à la fois le rôle d'auditeur attentif, de porte-voix et de relais pour les jeunes émeutiers. Mais outre le fait qu'il n'y a pas eu de convergences autres que locales entre ces associations, ces dernières ne sont pas parvenues à extraire durablement leur parole du territoire des quartiers populaires. Les tenues successives d'Etats Généraux des quartiers populaires, soutenus par certaines municipalités et figures politiques de gauche puis d'un Forum Social des quartiers populaires organisé par le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues, les Motivé-e-s de Toulouse, DiverCité de Lyon et des militants d'extrême gauche n'ont pas su établir les bases durables d'une instance politique à même de porter de manière originale les revendications de ceux qui s'estiment mal représentés dans le champ partisan classique. Or cet échec tient à trois éléments cruciaux pour notre argument. En premier lieu, l'hétérogénéité des attentes des acteurs composant ces forums a empêché de produire un discours structuré et cohérent à l'issue de ces réunions, réduisant par là même leurs chances d'atteindre des arènes publiques plus larges. Ensuite, les acteurs ont pointé l'incapacité de ces réunions à traduire en termes politiques, au sens strict du champ traditionnel de la politique, de leurs rares revendications communes. Enfin, et surtout, une divergence très forte entre acteurs s'est faite jour sur la nécessité de choisir des représentants et d'accepter une logique de porte-parolat⁵⁰. Alors que certains acteurs associatifs avaient pour objectif l'intégration des jeunes des quartiers populaires dans les logiques classiques de représentation politique, un certain nombre d'autres participants ont manifesté leurs doutes, leurs inquiétudes et, in fine, leur hostilité à l'égard des mécanismes représentatifs⁵¹. Cette impossibilité de trancher politiquement entre le constat appuyé d'un déficit de représentation auquel il faut remédier et l'exigence de trouver des solutions alternatives à la délégation représentative se trouve donc être au cœur de l'échec de ces tentatives de traduction politique des revendications des émeutiers.

Dès lors, face à la faiblesse de la portée et à la fragilité du discours des acteurs locaux et des porte-parole qui auraient pu être à la place de, de nombreux commentateurs ont donc parlé pour. Or cette entrée en scène dans des arènes publiques de porte-parole auto-institués s'est majoritairement faite autour d'une

⁴⁸ Laurence Allard, Olivier Blondeau, « La racaille peut-elle parler ? Objets expressifs et émeutes des cités », *Hermès*, n° 47, 2007, p. 79-87.

⁴⁹ Marwan Mohammed, « Les voies de la colère... », *art. cit.*

⁵⁰ Cf. notamment ce qu'en dit Michel Kokoreff, *op. cit.*, p. 255 et suiv.

⁵¹ *Ibid.*, p. 258.

interrogation quant à l'éventuel caractère politique des émeutes. Gérard Mauger emploie à cet égard l'expression « d'émeute de papier »⁵² pour décrire les affrontements par voie de presse entre les tenants d'une dimension politique des événements de l'automne 2005 et les partisans d'une absence de qualité politique dans les actes des émeutiers⁵³. Les tenants de la disqualification ont ainsi cherché à montrer que, loin d'être un mouvement politisé, les émeutes étaient le fait, pêle-mêle, de délinquants⁵⁴, de « nihilistes » rejettant la civilisation occidentale⁵⁵ ou de noyaux constitués autour de la religion et de l'origine ethnique⁵⁶. A l'inverse, ceux qui ont cherché à nourrir de sens politique ces émeutes ont affirmé qu'il s'agissait là de révoltes contre la précarité, contre le néocolonialisme ou qu'elles résultaien d'une ghettoïsation de la société française⁵⁷. Dès lors, en questionnant le caractère politique des événements d'octobre-novembre 2005, ces commentateurs des émeutes ont endossé le rôle de représentants autoproclamés sans autre mandat que celui conféré par les ressources leur permettant de disposer d'un accès à la prise de parole publique⁵⁸.

Quelques mois passés, des sociologues sont venus s'ajouter à la controverse. Leurs travaux vont alors, en trois temps, introduire de manière nette la question du rapport à la représentation. Tout d'abord, ils ont mis en équivalence les actes des émeutiers et les variables socioéconomiques qui dominent la vie des quartiers populaires. L'existence d'une grave précarité, des taux de chômage largement supérieurs aux chiffres nationaux, des services publics réduits à leur portion congrue, des phénomènes attestés de discrimination à l'embauche, d'un nombre croissant d'échecs scolaires, de recompositions douloureuses des structures familiales, d'une désertification urbaine ; autant d'éléments soulevés par les sociologues comme étant des facteurs à prendre en compte pour saisir ce qui s'est passé en octobre-novembre 2005. De nombreuses publications relaient ces analyses, non seulement au sein des sciences sociales, mais aussi dans certains média d'investigation ou, de manière plus surprenante, dans le rapport des Renseignements Généraux déjà évoqué qui met particulièrement l'accent sur les dimensions « sociales » des émeutes. Si le rapport à la représentation n'est pas ici explicite, la mise en évidence du lien entre des situations socioéconomiques inégalitaires et le recours à la violence pour s'exprimer enjoint à s'interroger sur la désaffection, pour ne pas dire l'abandon par les institutions de ces quartiers populaires.

Deuxième élément de focalisation, les sociologues ont largement souligné la solitude politique des émeutiers. Véronique Le Goaziou a ainsi décrit le vide politique qui a entouré les émeutes de 2005, aucun parti n'ayant été en mesure d'investir politiquement le phénomène, à l'exception notable de ceux qui ont cherché à le disqualifier. Elle lie cela notamment à « l'absence de représentation politique des milieux populaires et des populations issues de l'immigration dans les assemblées nationales »⁵⁹. Hugues Lagrange ne dit pas autre chose lorsqu'il pointe, dans son travail de décryptage des émeutes, que la solitude politique des émeutiers est à mettre en rapport avec la désertion socialiste des questions concernant les quartiers populaires d'une part et avec l'effondrement progressif du PCF dont les relais locaux ont longtemps joué un rôle de régulation au niveau local et de courroie de transmission des

⁵² Reprenant la symétrisation entre la rue et la presse effectuée par Patrick Champagne à propos des manifestations. Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

⁵³ Gérard Mauger, *op. cit.*

⁵⁴ Voir, par exemple, Catherine Kintzler, « les gros mots et la barbarie », *Marianne*, 19-25/11/2005.

⁵⁵ André Glucksmann, « Les feux de la haine », *Le Monde*, 22/11/2005 ; Robert Redeker, « Le nihilisme culturel imprègne les émeutes banlieusardes », *Le Figaro*, 28/11/2005 et « Le nihilisme et l'assourdissant silence des émeutes banlieusardes » in Raphael Draï, Jean-François Mattéi, *La République brûle-t-elle ? Essai sur les violences urbaines en France*, Paris, Michalon, 2006, p. 27-36.

⁵⁶ Cf. l'ensemble des interventions d'Alain Finkielkraut au cours des émeutes. On en trouvera un recensement dans Gérard Mauger, *op. cit.*, p. 94 et suiv.

⁵⁷ Voir notamment Olivier Roy, « Intifada des banlieues ou émeutes des jeunes déclassés ? », *Esprit*, n° 12, décembre 2005 ; *Une révolte en toute logique. Des banlieues en colère*, l'Archipel des Pirates, 2006 ; Philippe Bernard, « Banlieue, la provocation coloniale », *Le Monde*, 18/11/2005 ou encore Yann Moulier-Boutang, *La révolte des Banlieues ou les habits nus de la république*, Paris, Editions Amsterdam, 2005.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Véronique Le Goaziou, « La classe politique française et les émeutes : silence et déni », in Véronique Le Goaziou, Laurent Mucchielli, *op. cit.*, p. 49.

doléances des classes défavorisées au niveau national d'autre part⁶⁰. Michel Kokoreff souligne, par ailleurs, comment l'absence de leader émergeant du terreau des émeutes fait écho à une autre absence, celle de réactions empathiques ou compréhensives des partis de gauche⁶¹.

Enfin, les sociologues se sont intéressés plus précisément aux pratiques des émeutiers, que ce soit leurs cibles ou leurs modes d'action. Plusieurs sociologues se sont ainsi demandés pourquoi les incendiaires ont visé les écoles plutôt que les collèges ou les lycées, majoritairement épargnés. La question est d'autant plus pressante que l'impact médiatique de la destruction d'une école, voire d'une crèche est puissant, et a nourri une partie du diagnostic du nihilisme de ces jeunes. D'après Hugues Lagrange, notamment, l'attaque des établissements du primaire exprime bien une révolte contre le système éducatif conçu comme un instrument de reproduction d'inégalités sociales mais elle s'est portée sur les écoles plutôt que sur les établissements du secondaire pour des raisons de stratégie urbaine : « il suffit de regarder le maillage territorial des écoles et des collèges pour constater que les maternelles et les écoles primaires étaient des cibles plus accessibles à des adolescents qui ne pouvaient, sous peine de perdre les avantages du terrain, s'éloigner de leurs bases »⁶². De la même manière, les entreprises qui ont été prises pour cibles (si l'on retranche les incendies « arrangés », déclenchés pour faire jouer les assurances) témoignent de l'inquiétude des jeunes du quartier qui considèrent que celles-ci, venues s'installer pour bénéficier de conditions fiscales avantageuses, ne les emploient pas. Comme dans le cas des anarchistes, les cibles des émeutiers permettent donc de porter un diagnostic sur le caractère politique de leurs actes. Mais la différence entre les cibles attaquées par les anarchistes et celles des émeutiers de 2005 rend plus difficile la politisation de la casse de ces derniers : l'incertitude subsiste.

Ces travaux ont par ailleurs permis de montrer que les atteintes aux biens ayant largement émaillé les émeutes n'ont que très peu relevé d'une délinquance d'appropriation, contrairement au schéma classique des violences urbaines. Ainsi, peu de pillages sont à déplorer au cours de ces troubles. Bien au contraire, le recours massif à l'incendie est l'élément fédérateur des émeutes de 2005, à tel point qu'il a pu être affirmé que la propagation au niveau national des troubles relevait autant de la révolte que de la concurrence spectaculaire pour la télévision. Sans pour autant valider une telle interprétation, forcément réductrice, il faut pourtant noter le caractère essentiel de la dimension démonstrative dans le déroulement des émeutes et du feu comme forme de monstration. Voitures, poubelles, autant de cibles choisies dans le but de marquer les esprits bien plus que de s'approprier des biens. A ce titre, les émeutiers ont parfaitement intégré la formidable capacité de relais de leurs actes que recèle le champ médiatique. L'importance accordée au nombre de véhicules brûlés, les récits dramatiques dépeints par certains reportages, les portraits monographiques brossés des quartiers concernés sont autant de mécanismes médiatiques qui ont transporté le spectacle de la révolte là où il était encore absent. Il n'est à cet égard pas anodin que le ministère de l'Intérieur ait fini par exiger des chaînes de télévision qu'elles cessent d'établir le « palmarès » des « quartiers chauds » jour après jour à partir du nombre de véhicules brûlés, et que la décrue du nombre de feux se soit entamée peu après. Et même si l'on ne saurait ici tracer un lien de causalité entre les deux événements, la corrélation mérite d'être soulignée pour être interrogée.

Par ailleurs, la délinquance acquisitive est restée très marginale au cours de ces émeutes, ce qui les différencie radicalement d'autres émeutes en France ou dans le monde anglo-saxon. De la même manière,

⁶⁰ Hugues Lagrange, « Autopsie d'une vague d'émeutes », in Hugues Lagrange, Marco Oberti, *op. cit.*, p. 55-56. Plus généralement, sur le rôle joué par la gauche dans les quartiers populaires, voir Olivier Masclet, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003 ; Henri Rey, *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualisation d'une mésentente*, Paris, La Découverte, 2004.

⁶¹ Michel Kokoreff, *op. cit.*, p. 263 *et suiv.* Symptomatiquement, la seule recomposition partisane lancée depuis 2005, visant à transformer la Ligue Communiste Révolutionnaire en un Nouveau Parti Anticapitaliste élargi, propose, dans les missions attribuées à la future nouvelle structure, de se donner les moyens d'offrir une représentation à ceux qui n'en ont pas, et, au premier chef, aux jeunes issus des quartiers populaires, Cf. Florence Johsua, *Les métamorphoses du militantisme à l'extrême gauche : le cas de la LCR*, Thèse en cours sous la direction de Nonna Mayer, IEP de Paris. Michel Kokoreff mentionne aussi le fait que seule la LCR serait peut-être en mesure de profiter politiquement et électoralement d'une élaboration politique des mécontentements des jeunes issus des quartiers populaires. Mais il reste fort prudent sur la question. Michel Kokoreff, *op. cit.*, p. 263.

⁶² Hugues Lagrange, « Autopsie d'une vague d'émeutes », *art. cit.*, p. 50.

les affrontements ayant eu lieu pendant les émeutes n'ont que peu donné lieu à des violences interpersonnelles. Et si certains cas de violences contre les personnes, notamment celui d'une femme handicapée coincée dans un bus en flammes, ont été particulièrement visibles parce que dramatiques, ils sont restés marginaux en nombre. Dès lors, l'attention des *social scientists* à l'égard des techniques de casse déployées au cours des émeutes de 2005 a pu établir que les cibles incendiées avaient avant tout pour but d'être *montrées*.

En relançant l'interrogation quant au caractère politique des émeutes, les sociologues ont alors, dans le même mouvement, intégré le vaste ensemble des porte-parole auto-institués des émeutiers. Cela n'est en soi pas une surprise, étant donné qu'il est désormais clairement établi que les travaux de sciences sociales circulent largement dans les cercles qu'elles étudient⁶³. Cependant, l'entrée en jeu des sociologues – et les points qu'ils soulèvent – permet de comprendre ce qui différencie le plus nettement la casse des émeutiers de celle des anarchistes. Chez les anarchistes, la casse est perçue comme une forme alternative à la représentation. Elle ne lui adresse aucun message, elle n'est pas le signe d'une exigence d'intégration, elle est l'incarnation concrète du refus de la médiation délégative dans l'action anarchiste. « Quand faire c'est dire », décrypté Uri Eisenzweig ; en l'occurrence, ce que la casse anarchiste affirme, c'est que l'hostilité au capitalisme et à la démocratie représentative n'est pas une pure rhétorique, elle est aussi une pratique directe, qui ne souffre pas de médiation, précisément, représentative. Le geste parle de lui-même : la casse est tout à la fois un acte et une signature politique.

Au contraire, dans le cas des émeutes de 2005, la casse n'apparaît pas comme une alternative à la représentation. Un espace d'incertitude sur sa nature reste toujours ouvert, au sein duquel se déploient des significations concurrentes. C'est dans cet espace que s'engouffrent les différents porte-parole que nous avons évoqué, dont les sociologues qui ont établi à partir d'une analyse précise des modes d'action des émeutiers que leur casse n'était ni gratuite, ni aléatoire, ni pour autant calculée mais qu'elle avait une vocation monstrative. En établissant de manière peu contestable ce fait, un certain nombre de *social scientists* affirment identifier le cœur du malaise dans la représentation : une révolte face à l'abandon politique des quartiers populaires, une volonté de s'en prendre à ce qui incarne quotidiennement les discriminations, la relégation⁶⁴. Le feu, l'incendie, la casse sont utilisés pour témoigner d'un malaise et contiennent une demande de prise en charge par le champ politique, une prétention à l'intégration, une volonté de se sentir représentés par l'émergence d'un personnel politique issu de ces quartiers.

Conclusion : casser pour être représenté ou casser pour se représenter ?

Mais ce n'est paradoxalement pas ce mouvement qui témoigne du malaise le plus profond dans le rapport des jeunes émeutiers à la représentation politique. Si la casse des émeutiers témoignait simplement d'une demande de représentation, elle ne serait pas autre chose qu'une actualisation spécifique de la question traditionnelle dans les démocraties représentatives du « qui » et du « comment » représente-t-on. Il s'agirait d'une question de procédure, de modèle démocratique, de construction étatique. Souveraineté nationale ou populaire ? Représentation du corps politique ou expression des conflits d'intérêts et autres aspirations ? Universalisme ou identités fragmentées etc. ? Nous serions ici dans le cadre d'une aporie classique de la démocratie représentative, qui ne relève en rien d'une crise. Mais, en faisant une analyse fine du déroulement des émeutes de 2005 et de leurs interprétations, on observe en réalité que le malaise diagnostiqué relève de logiques plus complexes non seulement parce que les émeutiers sont dépossédés de la possibilité de parler politiquement de leurs actes au profit de ces porte-parole auto-institués qui sont, à peu de choses près, les seules instances de politisation des émeutes, mais surtout, parce que ces derniers sont *ceux qui amènent la problématique de la représentation*. En cela, les émeutiers ne sont pas simplement démunis de leur parole politique parce qu'ils n'ont pas de relais représentatif, ils sont aussi dépossédés du diagnostic d'absence de représentation produit par ces représentants apparus *ex nihilo*.

⁶³ Philippe Corcuff, « Eléments d'épistémologie ordinaire du syndicalisme », *Revue française de science politique*, vol. 41, no 4, août 1991, p 190-209 ; Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990.

⁶⁴ Robert Castel, *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?*, Paris, Seuil, 2007.

Certes, les acteurs locaux essaient de faire valoir l'absence de représentation. Mais ceux-ci restent souvent confinés dans des arènes locales parce qu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour s'en extraire, mais aussi parce que la morphologie du type d'émeute comme celles de l'automne 2005 interdit toute solution aussi simple que l'émergence d'une nouvelle classe de représentants permettant d'intégrer des populations jusqu'alors exclues. Par là même, le malaise ressenti par les jeunes de quartiers populaires au lendemain des émeutes de 2005 ne tient pas simplement au fait que les émeutiers *parlent peu pour eux-mêmes*, il tient au fait qu'ils ont été en grande partie dépouillés de leur capacité à mettre en mots ce sentiment de malaise dans la représentation, tout du moins pendant le déroulement des émeutes.

C'est ici que la comparaison avec la casse anarchiste est productive. Son étude a montré à quelles conditions une casse pouvait être une forme politique permettant de se soustraire à l'exercice dépossédant de la représentation. A l'inverse, l'analyse de la casse des émeutiers de 2005 montre qu'elle peine à être constituée comme le témoin fiable d'un malaise politique et d'une exigence de surcroît de représentation tant que des représentants auto-institués et reconnus dans l'espace public n'ont pas eux-mêmes procédé à ce diagnostic. C'est aussi ce qui permet d'expliquer le paradoxe selon lequel, alors que la casse anarchiste se pose comme une critique radicale de la représentation, l'inquiétude d'une « crise de la représentation » est toujours réservée à la casse dont les porte-parole assurent qu'il ne s'agit que d'une demande réclamant *davantage* de représentation. Or la crise tient au fait que ce diagnostic ne porte qu'à la seule condition d'être effectué de l'extérieur, c'est-à-dire en court-circuitant le principe de la représentation. On retrouve ici un paradoxe proche de ceux repérés par la sociologie des « sans » et des acteurs sociaux sans ressources montrant que les mobilisations les plus improbables ont toujours un coût lors de la mise en politique⁶⁵. Ce résultat vient pointer le lien inéluctable qui se tisse entre la contestation de légitimités politiques de la part d'acteurs extérieurs au champ de la représentation souhaitant être inclus dans ce même champ et les difficultés structurelles que ces mêmes acteurs rencontrent au moment de formuler politiquement leurs revendications, débouchant dès lors sur des modes d'action certes politiques mais a-partisans. De ce point de vue, les « casseurs » ne sont pas uniquement des individus ayant recours à la dépréciation sans intention politique, ce sont aussi des supports qui permettent d'expliciter les caractéristiques d'une démocratie représentative et des crises qu'elles traversent, qu'il s'agisse de remises en cause radicales de cette figure politique ou de malaises aigus qui la travaillent parfois de manière épidermique.

⁶⁵ Cf. notamment Johanna Siméant, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; Lilian Mathieu, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001 ; Daniel Mouchard, *Etre représenté. Mobilisations d'« exclus » dans la France des années 1990*, Paris, Economica, 2009.